



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New Letter Europe N° 77 du 1 au 15 Avril 2026



Hongrie : Un tournant en Europe après la défaite électorale de Viktor Orbán

Le 12 avril 2026, plus de 79% des Hongrois ont voté pour ces élections législatives qui ont mis fin à 16 ans du pouvoir illibéral du premier ministre Viktor Orbán et de son parti le Fidesz (38,4% des voix). Péter Magyar à la tête du parti conservateur de centre droit Tisza, (53,06% des voix) remporte 138 des 199 sièges du Parlement avec un programme de lutte contre la corruption, la restauration des institutions démocratiques et un rapprochement avec l'Union européenne.

Sur l'Europe, le vainqueur des élections souhaite que la Hongrie devienne un membre crédible et actif de l'Union européenne et de l'OTAN. En restaurant l'État de droit, il espère débloquer les 21 milliards d'€ de fonds européens gelés par Bruxelles et il veut aller plus loin en adoptant l'euro et en coupant la dépendance énergétique avec la Russie. Il reste favorable à une politique migratoire très restrictive avec un contrôle maximal aux frontières, un accès limité de l'asile et le refus des mécanismes européens de relocalisation.

Pour les mouvements nationalistes-identitaires en Europe (RN, Ligue et Fratelli d'Italia, Vox en Espagne ,etc..) qui s'inspirent du modèle illibéral hongrois avec la critique des institutions européennes, la remise en cause des contre-pouvoirs, les atteintes aux libertés publiques, la préférence nationale et la volonté de modifier les équilibres institutionnels, cette défaite électorale est-elle un avertissement ? De plus, elle est un affaiblissement du camp pro-russe en Europe et la fin d'une politique hostile envers l'Ukraine avec des véto sur les aides financières.

"Ce soir, le cœur de l'Europe bat plus fort en Hongrie." Ursula von der Leyen

Source : Le Monde-Libération-la Matinale Européenne du 13 avril 2026



Défense : Que fait l'UE pour produire et acheter européen ?

L'Europe dépend encore massivement des importations d'armes dont 48% viennent des USA et seulement 7,1% d'Allemagne et 6,2% de France. L'UE cherche à renforcer la Base Industrielle et Technologique de Défense Européenne (BITDE) en augmentant la production de matériel militaire, tout en réduisant la dépendance aux importations, mais aussi pour harmoniser les équipements et réduire la fragmentation. Les principaux instruments européens sont la production de munitions (ASAP) avec 2 millions d'obus/an en 2025 et les achats conjoints d'urgence (EDIRPA).

Le pivot de la politique industrielle de défense européenne est le nouveau programme EDIP (2026-2027) avec un budget de 1,5 milliard d'€ avec une préférence européenne stricte. Le Fonds Européen de Défense (FED) doit réduire la fragmentation et renforcer l'interopérabilité avec un budget de 8 milliards (2021-2027) pour la recherche et développement.

L'enveloppe de 150 milliards d'€ de prêts à long terme (jusqu'à 45 ans) pour achats conjoints (SAFE) mais 65% au moins de la valeur du système d'armes doit être produite en Europe. Pour une innovation rapide de rupture dans la défense (AGILE) est prévu pour début 2027 avec un budget de 115 millions d'€.

L'ensemble de ces instruments vise une autonomie stratégique industrielle pour accélérer la production (munitions, missiles, contre-drones), en permettant la mutualisation des achats afin de réduire les coûts et harmoniser les équipements. Ils ont aussi pour objectif de réduire la dépendance des Etats-Unis, tout en soutenant l'Ukraine dans la reconstruction de son industrie de défense et dans le même temps stimuler l'innovation pour rester compétitif face aux cycles technologiques rapides.

Source : Tout l'Europe du 7 avril 2026

Énergie dans l'UE: Taxer les bénéfices des groupes énergétiques !

Face à la flambée des prix des carburants provoquée par le conflit au Moyen-Orient, cinq pays européens – Allemagne, Autriche, Espagne, Italie et Portugal – demandent à la Commission européenne de créer une taxe sur les bénéfices exceptionnels des groupes énergétiques. Depuis les frappes américaines et israéliennes sur l'Iran fin février, les marchés pétroliers et gaziers sont extrêmement instables. Le blocage partiel du détroit d'Ormuz par Téhéran et les dommages aux infrastructures du Golfe ont fait grimper les cours mondiaux.

Même si l'UE importe peu depuis cette zone, la hausse se répercute fortement sur les ménages et les entreprises : entre le 23 février et le 30 mars 2026, le litre de diesel est passé de 1,59 € à 2,08 € en moyenne dans l'Union. Les cinq ministres dénoncent des “effets d'aubaine” pour les grands énergéticiens et appellent à une “nécessaire solidarité”. Ils souhaitent que les recettes de la taxe financent des aides temporaires pour contenir l'inflation sans creuser les déficits publics.

Si le courrier ne précise ni le taux ni les critères des entreprises visées, les ministres rappellent qu'une taxe similaire avait été instaurée en 2022 lors de la crise énergétique liée à l'invasion russe de l'Ukraine. La Commission confirme avoir reçu la demande et indique qu'elle évalue cette option tout en travaillant à d'autres mesures pour enrayer la crise actuelle, dont des aides ciblées, le plafonnement du prix du pétrole, mais aussi l'accélération de la transition énergétique par un renforcement du renouvelable et du nucléaire.

Source : Tout l'Europe du 8 avril 2026

